

BIBLIOTHÈQUE DES «TEMPS NOUVEAUX»

51 RUE DES ÉPERONNIERS, BRUXELLES.

1899

PRÉCURSEURS DE L'INTERNATIONALE

Warlaam TCHERKESOFF

Première partie: Déclaration des principes de 1866.

Aucun évènement de ce siècle n'eut une influence aussi grande et aussi favorable sur le développement des idées socialistes, sur leur propagande dans tous les pays du monde civilisé, que la fondation et les dix années d'existence de la grande *Association Internationale des Travailleurs*. Sans la moindre exagération, on peut affirmer que toutes les écoles et les fractions du socialisme contemporain se rattachent, plus ou moins directement, à cette grande association, et que même notre terminologie socialiste, par exemple: «*collectivisme, communisme autonome, libertaire, anarchiste, instruction intégrale*» et autres, nous viennent de ses publications et de ses congrès.

Bien plus, la grande Association, grâce surtout aux efforts des ouvriers français, formula et inscrivit dans ses considérants, comme base fondamentale du mouvement socialiste international, que «*l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*».

Par cette déclaration, la cause du peuple était détachée de la politique bourgeoise. Auparavant les politiciens identifiaient souvent en toute sincérité leurs revendications purement politiques avec celles du peuple. Tandis que ce dernier conçoit le bien-être et la liberté comme l'équité sociale basée sur l'égalité économique, les premiers se contentèrent toujours d'une liberté individuelle qui leur garantissait la jouissance des priviléges sociaux et économiques, en laissant au peuple la liberté de mourir de faim et l'égalité de déshérités bons à être exploités. Ce fut pendant les journées sanglantes du mois de juin 1848, alors que la bourgeoisie radicale, conduite par J. Favre, Marie, Marrast, E. Cavaignac et autres, trahissait et fusillait le peuple, que cette idée de la nécessité d'une pareille séparation s'affirma pour la première fois. Distinguant les politiques de classes, elle mettait aussi fin à la vieille doctrine d'une dictature se faisant en apparence au nom du prolétariat, mais en réalité au profit de quelques ambitieux réputés des êtres providentiels.

Plus importante encore fut la définition du but visé par le mouvement socialiste en général. Elle était ainsi conçue:

«*Considérant que l'assujettissement du travailleur au capital est la source d'une longue servitude politique, morale et matérielle;*

Pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique».

Si le premier considérant séparait la politique des exploiteurs de celle des exploitées, il impliquait la subordination de messieurs les conspirateurs, les radicaux et les jacobins, aux vraies conceptions socialistes, telles qu'elles étaient comprises en Angleterre au temps du grand mouvement *oweniste* (de 1828 à 1842) et en France pendant la révolution de 1848 (1). La France, l'Angleterre et la Suisse étaient, en réalité, les seuls pays de régime constitutionnel et parlementaire, et précisément dans ces pays les socialistes ont constaté la vanité des droits et des libertés inscrits dans les chartes, alors que la situation économique du peuple reste intacte et que l'exploitation de l'homme par l'homme constitue la base d'une prétendue justice sociale.

Mais les socialistes d'autres nationalités, surtout les Allemands, ne pouvaient pas admettre cette subordination du mouvement politique au grand but d'émancipation économique. Aussi firent-ils une opposition systématique à cette formule, proposée par les Français et soutenue par les Anglais et les Suisses. Depuis 1864 jusqu'au premier congrès de Genève en 1866, dans toutes les discussions relatives aux statuts de la future association, Marx et ses amis combattirent la formule et, jusqu'à la veille du congrès, les vrais initiateurs du mouvement ne savaient pas si les politiciens n'auraient pas le dessus. Mais, à la grande satisfaction des initiateurs, leur formule fut adoptée par le congrès. En lisant ce passage, raconte Fribourg (2), Tolain ne put se défendre d'un mouvement de joie: «*Enfin, dit-il à ses collègues, on ne pourra plus dire que c'est nous seuls qui voulons absolument que la question politique ne passe pas avant tout*».

Nous verrons plus tard comment les politiciens et les partisans de la dictature altérèrent dans quelques éditions ultérieures ce passage des statuts généraux, et comment ils provoquèrent la scission dans l'Association, justement sur cette question importante.

Qui sait si l'affirmation du principe de solidarité internationale proclamé par les mêmes considérants n'eut pas encore plus d'influence sur la classe ouvrière et sur le mouvement socialiste? Certainement l'idée de solidarité universelle avait été émise et prônée par des philosophes et des poètes bien avant 1866. Epicète et Marc-Aurèle, les humanistes de la Réforme, les Encyclopédistes et les enthousiastes de la grande Révolution avec Anacharsis Clootz - «*ce citoyen du monde*», - Béranger et Pierre Dupont (3), la Révolution de 1848, le Manifeste de Marx, Dejacques, Cœurderoy et autres, ont prêché la solidarité universelle et la fraternité des nations.

Mais l'internationalisme, tel que l'entendait l'*Association*, se développa d'une part grâce à la révolution survenue dans la production et dans les moyens de communication au sein de l'humanité contemporaine (4), d'autre part sous l'influence des idées larges et humanitaires des écoles socialistes de Saint-Simon et surtout de R. Owen, qui, en 1836, organisa la première société internationale sous le titre: «*Société de toutes les classes et toutes les nations*». Aussi, comme on le voit la formule de l'*Internationale* reflète fidèlement ces deux influences:

«*Considérant que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème local ou national; qu'au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique;*

Que le mouvement qui s'accomplit parmi les ouvriers des pays les plus industriels de l'Europe, en faisant naître de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs, et conseille de combiner tous les efforts encore isolés;

Par ces raisons, le Congrès de l'Association Internationale déclare que cette association, ainsi que toutes les sociétés ou individus y adhérant, reconnaîtront comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes, la vérité, la justice, la morale, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité».

C'est un véritable plaisir de lire ces magnifiques déclarations, pleines de sentiments si nobles, de pensées si profondes... Et dire que de nos jours, en France, les énergumènes de la caserne, de la police, de la sacristie, des maisons de tolérance et de la presse vendue, osent soulever la haine contre les étrangers, contre l'*Internationale*, contre la solidarité universelle! L'histoire connaît peu de crimes aussi abominables que cette apostasie monstrueuse de la part des écrivains qui se disent Français. Car c'étaient justement les

(1) Dans ma brochure *Pages d'Histoire socialiste*, j'ai cité (pages 18, 19 et 20) l'opinion des owenistes.

(2) É. Fribourg, *Association internationale des Travailleurs*, p.151, Paris, 1871.

(3) Dans sa chanson: «*Les peuples sont pour nous des frères, Et les tyrans des ennemis*».

(4) Le grand statisticien A. Quêtelet indiqua, en 1836, que «*depuis un demi-siècle et dans les limites mêmes de l'Europe, les peuples tendent à perdre leur physionomie nationale et à se fondre en un type commun*».

ouvriers français, et même des ouvriers très modérés comme Fribourg, Tolain et autres, qui insistèrent pour l'insertion de ces idées de solidarité humaine.

Les déclarations que nous avons citées eurent un grand retentissement; partout les travailleurs et les gens éclairés, les socialistes de différentes écoles saluèrent le *Congrès de Genève*, acclamèrent de tels principes si profondément humanitaires et réellement socialistes. En quelques semaines les statuts de l'*Internationale* furent connus de tous les pays. Tout le monde comprit qu'il venait de s'accomplir quelque chose de grand, devant marquer un nouveau point de départ dans l'histoire universelle. Un an auparavant, pendant la conférence préliminaire de 1865, après la lecture des considérants et du projet des statuts, les hommes perspicaces comprirent toute l'importance de ce qui se préparait. Entre autres, l'historien Henri Martin écrivait le 14 octobre 1865:

«C'est avec une profonde émotion que nous avons lu le récit de ce qui vient de se passer à Londres. Nous avons le pressentiment que quelque chose de grand vient de commencer dans le monde... L'élévation des sentiments... l'ampleur de vues, et la haute pensée à la fois morale, économique et politique qui a présidé au choix des questions composant le programme... saisiront d'une commune sympathie tous les amis du progrès, de la justice et de la liberté en Europe.»

«Nous le savions bien, que ce froid de mort qui s'étend à la surface de nos sociétés n'avait pas gagné les profondeurs ni glacé l'âme populaire, et que les sources de la vie n'étaient pas éteintes... Nos oreilles n'étaient plus accoutumées à de telles paroles, elles nous ont fait tressaillir jusqu'au fond du cœur» (5).

«Un notable progrès s'est opéré, écrivait A. Gorbon la même année, depuis nos agitations pour la réforme sociale d'il y a une vingtaine d'années. En ce temps-là... la tendance générale des ouvriers socialistes était de considérer l'État comme leur providence visible et d'attendre de lui la rédemption des classes inférieures. Voilà qu'une nouvelle génération déclare que "l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes"!!!».

Si, de la part des libéraux et des radicaux, l'*Internationale* eut un accueil aussi sympathique, il est facile de comprendre l'enthousiasme qu'elle souleva chez les socialistes de toutes les nuances et de tous les pays. En notre temps de réaction militaire et cléricale, on trouvera plus qu'étrange le langage enthousiaste de l'époque. Voici, par exemple, en quels termes le procureur général de la *République bâloise*, membre des sections locales, saluait le quatrième congrès, tenu à Bâle:

«... Je vous salue donc, vous qui préparez le grand jour de l'émancipation... Déjà les premiers pas ont été faits, la tyrannie des nobles, la tyrannie des prêtres ont été brisées... Il faut maintenant que le privilège bourgeois disparaisse comme les autres, il faut que tous travaillent. La société libre que vous rêvons saura exploiter coopérativement tout travail, cette société n'étant composée que de travailleurs, saura se suffire et se gouverner elle-même... Frères ouvriers... est-ce que je rêve? Alors vous rêvez avec moi. Suis-je insensé en parlant ainsi, et faut-il me renfermer dans un asile d'aliénés? Non. Ce qui me prouve que je ne rêve pas... c'est l'existence de l'Association Internationale elle-même...»

«Partout où l'on a commis des fautes envers les ouvriers, on les a commises envers notre Association. Que ce soit dans le Borinage ou dans le bassin de la Loire, les coups portés aux ouvriers nous ont atteints... Mais aussi nous pouvons dire que le mouvement qui agite les ouvriers est notre mouvement, et partout où se réunissent les opprimés, notre esprit plane au milieu d'eux (6)....».

Ce sont surtout les défenseurs de l'oppression et de l'esclavage politique et social qui nous fournissent les meilleurs témoignages sur la joie que susciterent les adhésions aux principes fondamentaux. L'ennemi le plus acharné de la grande Association, Oscar Testut (7), avocat à la cour impériale de Lyon, constatait, le 10 mai 1870, le développement rapide... de nature à effrayer tout homme qui réfléchit à l'immense danger qu'une aussi puissante organisation fait courir à l'ordre social (bourgeois).

Il constatait encore l'esprit d'union qui anime ses membres... avec quelle prodigieuse rapidité elle a successivement agrandi le cercle de son influence, non seulement en France, mais encore dans une partie de

(5) Cité par Fribourg.

(6) *Compte rendu du 4^{ème} Congrès international tenu à Bâle*. Bruxelles, 1871.

(7) *Association internationale*, Lyon, 1870; *Le Livre bleu de l'Internationale*, Paris, 1871; *L'Internationale et le Jacobinisme*, Paris, 1871.

l'Allemagne, en Amérique, en Italie, en Belgique, en Pologne, en Russie, en Autriche, en Suisse, en Suède, en Danemark, en Angleterre et même en Espagne.

Oui, grande était l'influence des déclarations de principes de l'*Association*; rapide était leur propagation et c'est par millions qu'on comptait ses adhérents (8).

A quoi attribuer ce succès?

D'un côté à l'état d'esprit populaire de l'époque; d'autre part, et surtout, à la fidélité avec laquelle les considérants reflétaient les idées communes aux trois systèmes socialistes (de Saint-Simon, de Fourier et de R. Owen), ainsi que la tactique de lutte pratiquée par les ouvriers anglais et français, les plus avancés et les plus solidarisés de l'époque.

D'ordinaire on attache trop peu d'attention aux événements politiques et socialistes au milieu desquels surgit l'*Internationale*. Pourtant la période de 1859-65 reste une des plus remarquables de l'histoire moderne. La réaction qui écrasa l'Europe après les révoltes de 1848 était forcée de faire des concessions aux revendications populaires, aux découvertes et à la généralisation des sciences inductives qui bouleversaient toutes nos croyances et tous nos préjugés surnaturels et métaphysiques. L'Italie, ce berceau de la Renaissance et des républiques florissantes, se battait pour l'indépendance, et cette lutte héroïque, qu'un Anglais appela «*very poetry of politics*» (la vraie poésie de la politique), était animée et conduite par des hommes d'une telle netteté de caractère, tels que Garibaldi, Mazzini, Pisacane et autres, que la jeunesse enthousiaste accourait sous le drapeau de Garibaldi de tous les pays civilisés. En Russie, le despotisme était obligé d'abolir le servage, d'entreprendre des réformes libérales. Tchernychevsky n'était pas encore arrêté, Hertzen était à son apogée de publiciste révolutionnaire, et les patriotes polonais se préparaient à la révolution démocratique qui éclata en 1863, n'attirant pas moins de sympathie que celle d'Italie.

En Amérique, la guerre d'abolition de l'esclavage (1861-1864) montra à la vieille Europe monarchiste de quoi est capable un peuple autonome et animé d'une idée grande et généreuse, et le président-ouvrier, Abraham Lincoln, appelé par ses concitoyens et par les nègres «*oncle Abe*», donna l'exemple exceptionnel qu'on peut rester modeste, simple et honnête, tout en restant président (9), ce qui est au moins contraire à la pratique républicaine en France. L'Angleterre était animée de l'esprit le plus libéral. Les trade-unions, lord Shaftesbury, Kingsley, Dickens, J. Stuart-Mill, et tant d'autres réclamaient des réformes; la société anglaise soutenait Mazzini et Garibaldi; un ministre d'État, Stansfield, mit sa maison à la disposition du conspirateur Mazzini, et quand, en 1864, Garibaldi arriva à Londres, le peuple organisa une telle manifestation de sympathie qu'il n'y en eut jamais de pareille chez les Anglais, en faveur même de leurs héros nationaux.

L'Allemagne de ce temps aussi était remuée par l'agitation énergique et passionnée de Lassalle, cet orateur populaire qui réunissait en sa personnalité si brillante les qualités d'un révolutionnaire audacieux et d'un savant de premier ordre. L'Allemagne libérale et démocratique l'admirait, l'ouvrier allemand s'organisait autour du drapeau de la réforme sociale déployé par un pareil agitateur.

Telle était l'époque à laquelle les ouvriers français concurent l'idée de la grande *Association*. Le mouvement n'était pas socialiste. Cependant ces guerres d'indépendance, l'agitation en vue de l'émancipation, de l'affranchissement et des réformes sociales, réveillèrent l'opinion publique. L'ouvrier des grandes villes était prêt à une action solidaire; aussi quand l'*Association*, cet «*enfant né dans les ateliers de Paris, fut mise en nourrice en Angleterre*», ce ne furent pas seulement les Anglais qui lui prodiguerent leurs soins enthousiastes.

(8) Au congrès de Bâle, le délégué des États-Unis, Cameron, représentait 800.000 membres du «*National labour Union*» (*Union Nationale des travailleurs*).

(9) Un contraste avec les parvenus politiques de l'Élysée!.. Un diplomate surprit une fois Lincoln tenant à la main des comptes écrits sur du papier fort sale. Questionné sur la nature de ces documents, le président lui répondit avec sa simplicité habituelle que c'étaient là les comptes de son ami Sam (garçon nègre d'un cabaret), qui l'avait prié de les vérifier...

Deuxième partie: Les formules précédentes du socialisme.

Attribuer le succès colossal de l'*Internationale* exclusivement à l'état général, vers cette époque, de l'opinion publique en Europe serait une exagération. Que l'internationalisme se soit montré sous toutes les formes de 1860 à 1870, on ne peut le nier. La *Convention de Genève* et l'organisation de la société de la «*Croix-Rouge*», de la «*Ligue internationale pour l'abolition de la prostitution*»... mais surtout l'élan que prirent alors les Congrès scientifiques en sont des preuves indéniables. Pourtant aucune société, aucune entreprise de ce temps n'eut le retentissement ni l'influence qu'acquit la grande *Association* dans une courte durée de trois ans, de 1866 à 1869.

Son succès et son influence, il faut les attribuer à l'admirable exposé, dans les considérants de ses statuts, des principes et des desiderata de toutes les écoles socialistes connues auparavant, et des revendications populaires et révolutionnaires, formulées pendant la Réforme, la grande Révolution, et la Révolution de 1848.

Le peuple envisage toujours comme le but suprême de l'activité humaine la production des choses utiles à l'humanité, et la réalisation dans la vie d'une équité plus ou moins parfaite. Chaque fois que les masses se levèrent contre les oppresseurs et les exploiteurs, elles formulèrent à peu près dans les mêmes termes ces aspirations séculaires: liberté pour tous, équité dans la jouissance du bien-être. Que ce fussent les pêcheurs ignorants de Galilée, que ce fussent les hussites de Tabor, ou les paysans révoltés avec Thomas Muntzer en Allemagne, avec Étienne Razine en Russie, les revendications restèrent toujours les mêmes:

- La terre et ses richesses à tous, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, la liberté individuelle dans une commune libre. L'oiseau du ciel, le gibier de la forêt, le poisson («*dans l'eau sont libres et pour tous*», disaient les paysans allemands; «*terre et liberté pour tous*» ajoutaient ceux de Russie). Par cette expression «*pour tous*» ils entendaient le communisme.

Les anabaptistes et Thomas Muntzer, qui exprimèrent les vraies aspirations populaires dans la guerre des paysans en Allemagne, nous ont laissé leur «*profession de foi*». Les revendications socialistes y sont formulées beaucoup mieux que dans les manifestes électoraux des socialistes «*scientifiques*» de nos jours. Si nous laissons de côté l'élément religieux de cette profession de foi, nous trouvons que les anabaptistes, niant tout privilège, toute autorité, prêchèrent l'équité sociale, le communisme libertaire.

«*Il n'y a pas de prêtres, - lisons-nous dans le premier paragraphe - ni comme tribu, ni comme secte. Tout homme peut être régénéré par l'inspiration de Dieu et faire office de prêtre en prêchant d'exemple.*

- §4. *Les corps régénérés par l'esprit, tous doivent vivre ensemble dans une parfaite communauté de biens.*

- §6. *Point de cuite cérémoniel... L'homme doit gagner sa vie par le travail de ses mains...*

- §8. *Nul anabaptiste ne peut se gouverner ni se laisser gouverner par la force. Son règne c'est le règne de Dieu. Plutôt mourir que de subir l'esclavage ou de l'imposer» (10).*

Cette profession de foi, comme on voit, est nettement communiste, même anarchiste.

Des revendications identiques ont été formulées en Angleterre par les réformateurs révolutionnaires. Les «*anabaptistes*» anglais sont connus sous les sobriquets de «*Levellers*» (niveleurs) et «*Diggers*» (creuseurs), à cause de leur négation des «*fondements*» d'une société esclavagiste et barbare. Ils déclaraient que les possesseurs de la terre «*sont des voleurs et des assassins*», que l'ouvrier ne doit pas travailler comme «*salarié*», que «*la propriété privée doit être abolie*», que «*la terre doit être reconnue propriété de tous*»; et la masse qui les suivait en grand nombre répétait, comme argument, l'ancien dicton des paysans révoltés (1831): «*Quand Adam bêchait et qu'Ève filait, qui donc était le gentilhomme? - When Adam delved and Eve span, who was then the gentleman?*».

Les aspirations populaires vers la justice et l'équité sociales, si bien formulées pendant les guerres de la Réforme et de la révolution en Angleterre, ont été noyées dans le sang des révoltés. Durant plus d'un siècle et demi, jusqu'à la grande Révolution française, aucune manifestation de ce genre n'eut lieu en Europe. Une chose intéressante à noter, c'est que les écrivains, même de grande renommée, qui, après Thomas Morus, s'occupèrent de questions sociales avant la Révolution, ne purent concevoir une société telle que la récla-

(10) Alexandre Weill, *L'Histoire de la Guerre des Anabaptistes*, Paris, 1874, pp.92-94.

maient les anabaptistes, «les levellers», Thomas Muntzer et autres. Ni Mably, ni Rousseau n'arrivèrent à une conception aussi concrète et nette d'une société libre, solidaire et communiste, où serait inscrit comme base de l'éthique sociale: «*Nul ne peut gouverner ni se laisser gouverner par la force*». Il fallut que le peuple se soulevât contre l'esclavage et l'oppression, qu'il démolît l'ancien régime pour que les honnêtes gens possèdent de nouveau le problème social.

Tous nos lecteurs connaissent, sans doute, quel rôle important joua l'initiative populaire avant et pendant la grande Révolution. Le peuple détruisait les octrois, chassait les percepteurs, incendiait les châteaux des seigneurs. Avant que Montmorency, Al. Lameth et autres, dans la nuit du 4 août, renonçassent à leurs priviléges seigneuriaux, le peuple «souverain», comme on disait alors, brûlait leurs châteaux, et leurs documents. Le peuple n'avait pas plus d'égards envers les accapareurs de la bourgeoisie, qu'il accrochait aux lanternes, comme le prévôt des marchands Flesselles, à Paris. Brisant le trône, démolissant la Bastille, expropriant la noblesse et l'Église, le peuple acclamait la République, cette Marianne qui devait réaliser ses rêves d'équité sociale et de liberté civique. Aussi la république prit-elle comme devise: «*Liberté, Égalité, Fraternité*», et, dans la *Déclaration des droits de l'Homme*, a-t-on reconnu le droit sacré de la révolte.

Mais toutes ces belles formules restèrent creuses et ne donnèrent presque rien au peuple au point de vue politique, et absolument rien au point de vue économique et social. Les terres de la noblesse et de l'Église, séquestrées au nom du peuple «souverain», furent vendues aux enchères, et certainement ce n'étaient pas les pauvres, la grande masse révolutionnaire, qui achetèrent les biens conquis par eux. De même au point de vue national et communal: au lieu de créer l'organisation d'une vie communale indépendante et autonome, au lieu de provoquer l'esprit d'association et d'initiative populaire, la *Convention*, dominée par les *Jacobins*, prohibait toute association privée, guillotinait tout fédéraliste, et, proclamant «*la République une et indivisible*», inaugurerait ce système abominable de centralisation qui paralyse jusqu'à nos jours la vie publique et intellectuelle de province. Paris concentra tout: l'administration, la science, la littérature. Tandis qu'en Allemagne, en Suisse, en Angleterre et ailleurs, la vie communale et municipale se maintient malgré l'ingérence du pouvoir central et de la bureaucratie, en France, les bureaux des ministères et des préfectorats, stupides, rapaces, innombrables et tout-puissants, dirigent toutes les affaires du pays. Tandis qu'en Allemagne fleurissent 32 universités, et que chaque ville de province importante possède une presse nombreuse, les facultés universitaires en France végétaient naguère d'une vie somnolente; des villes grandes et riches comme Marseille, Bordeaux, Lyon ne possédaient pas un journal qu'on pût comparer, non pas même aux journaux de province anglais, suisses et allemands, mais aux journaux de Kiev, de Kharkof, d'Odessa en Russie. Oui, Paris a concentré la vie intellectuelle. Les bureaux de ses ministères accaparent l'initiative et la vie sociale de province.

Par le fait de ce cancer qui paralyse la vie politique, sociale et intellectuelle du pays, n'importe quel bandit politique, n'importe quel criminel parvenant au pouvoir pouvait accomplir avec la plus grande facilité un coup-d'État à Paris, et devenir le maître absolu de la France entière. Le premier gredin venu, Bonaparte le consul, n'avait que peu d'efforts à faire pour s'emparer de l'héritage des *Jacobins*. Il fallut encore moins de courage et de capacité aux scélérats dépravés du 2 Décembre. Et de nos jours, la France court vers un troisième coup-d'État (*)... Il paraît que l'association Esterhazy, Rochefort, Drumont et C^{ie}, faute d'un Boulanger, veut imposer à la France la dictature de l'état-major, qui se distingua par la vente, avec l'autorisation d'Esterhazy, aux ennemis du pays, de secrets relatifs à sa défense. Un pareil titre manquait même aux brigands du 2 Décembre, qui commencèrent par la mitraillade des femmes et des enfants, par la proscription en masse, et finirent par Metz et par Sedan.

A quels déshonneurs mèneront-ils la France, tous ces vendeurs de *papiers* (**)? Il est difficile de le prévoir. Mais qu'ils puissent réussir dans leur entreprise, on ne peut en douter, car la centralisation avec toutes ses abominations fleurit et se perfectionne de plus en plus.

Plus le gouvernement révolutionnaire s'organisait, plus les gens sincères, plus les défenseurs ardents et dévoués de la République étaient forcés de reconnaître que le peuple héroïque souffrait de la même misère qu'avant la Révolution. Le peuple aussi ne tarda pas à comprendre qu'il avait conquis pour lui la liberté de crever de faim, une égalité de déshérités, une fraternité de forçats militaires. Aussi demeura-t-il tranquille quand les derniers jacobins de la Convention l'appelèrent à leur secours contre la réaction. Ce peuple de

(*) Allusion vraisemblable à l'éventualité, en ce temps-là, d'un coup-d'État «post-boulangiste» au moment de «l'Affaire Dreyfus». (Note A.M.).

(**) Allusion au fait que Rochefort et Drumont possédaient chacun un titre de presse. (Note A.M.).

Paris, si héroïque quand il croyait que la République, cette Marianne chérie, allait réaliser ses aspirations d'équité sociale, ne bougeait plus alors.

Ceux d'entre les républicains qui avaient défendu ses intérêts, comme Hébert et ses amis, avaient été guillotinés par ces mêmes hommes qui maintenant appelaient à la défense de la République. Il était trop tard...

C'est juste à cette époque et sous l'influence du complet écroulement des espérances de réformes économiques, que Babeuf, Darthé, Buonarotti et autres concurent la nécessité d'une autre révolution, basée sur les réelles revendications populaires. Dès qu'ils eurent posé la question relative aux causes de la misère populaire sous la république, malgré la devise *Liberté, «Égalité, Fraternité»*, ils ne tardèrent pas à arriver aux mêmes formules que plus tard l'*Internationale*, et auparavant les anabaptistes et les *levellers*.

Buonarotti nous raconte (11) avec une simplicité touchante l'histoire de la conspiration, son origine, son but et sa défaite. En parlant des conditions économiques du peuple, de 1791 jusqu'à 1797, il rend responsable de la misère et de la souffrance qu'on endurait: le gouvernement révolutionnaire.

«La faute de ceux qui figurèrent sur la scène de la révolution, fut de borner leurs efforts à faire prévaloir un ordre de gouvernement sur un autre sans trop s'occuper du sort de ceux en faveur de qui tout gouvernement légitime doit exister..

Jamais la masse du peuple n'est parvenue au degré de d'instruction et d'indépendance nécessaire pour l'exercice des droits politiques» (p.48).

«Quant à la cause... on la trouvait dans l'inégalité des fortunes et des conditions, et, en dernière analyse, dans la propriété individuelle» (p.49).

Les Égaux: «ne balançaien pas à signaler la propriété individuelle comme la source principale de tous les maux qui pèsent sur la société» (p.47).

Ici, comme dans les considérants des statuts de l'*Internationale*, les Égaux ont conclu que le but principal de l'action doit être l'émancipation économique des producteurs, du peuple. Aussi leur conception de la révolution sociale est-elle bien différente de celle des démocrates-parlementaires, qui veulent bien que le peuple renverse le gouvernement politique, mais qui estiment que si le peuple touchait à l'ordre économique existant, il y aurait sacrilège contre leur credo «scientifique». Babeuf, Buonarotti et leurs amis décidèrent que: «... le comité insurrectionnel publierait pendant l'insurrection deux arrêtés en vertu desquels les pauvres seraient immédiatement habillés aux frais de la République et logés le même jour dans les maisons des riches, à qui on aurait laissé que le logement indispensable» (pp.30-131).

C'est déjà l'anarchie complète, car c'est nous, les anarchistes qui prêchons que le peuple, de sa propre initiative, doit prendre en possession commune toutes les richesses existantes, sans qu'il ait besoin de l'autorisation des blagueurs prétentieux se révélant députés scientifiquement ignorants...

On connaît le dénouement de la conspiration. Arrêtés et traînés devant le tribunal, Babeuf et ses amis, avec un courage sublime, accusèrent l'ordre et le gouvernement des riches pour les riches, et revendiquèrent leurs principes communistes et égalitaires. Babeuf, comme un Romain de la meilleure époque de la République, se poignarda devant le tribunal. Buonarotti, après de longues années d'enfermement, fut banni de France, publia à Londres (1828) ses mémoires, et puis s'installa à Bruxelles, où il prêcha le socialisme à la jeunesse. Les Belges, avec raison, le regardent comme le premier pionnier du socialisme dans leur pays.

(11) *Histoire de la conspiration pour l'Égalité, dite de Babeuf*, Paris, 1850.